

[Français]

L'ENTENTE PERMETTANT LA RÉALISATION DE LA PAPETERIE DE MATANE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de parler au ministre des Richesses naturelles du Québec, et j'ai l'impression que tous les deux ne sont pas sur la même longueur d'ondes.

J'aimerais savoir du ministre si, avant mercredi, et c'est la même question que je pose au ministre du Québec, le ministre aura signé l'entente afin de permettre la réalisation de La Papeterie de Matane? Oui ou non?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je vais répéter ce que j'ai déjà dit. Il faut être deux pour signer un accord. La société norvégienne a fait savoir qu'elle ne sera pas en mesure de conclure quelque accord que ce soit ni de négocier sérieusement à l'égard de ce projet avant une date indéterminée en mai. En ce qui concerne le ministre québécois, je me suis entretenu à maintes reprises avec lui tant en personne qu'au téléphone. Les négociations se poursuivent sur ce que pourrait être la position fédérale et sur ce que pourrait être la position québécoise si la société norvégienne voulait aller de l'avant avec ce projet au mois de mai.

* * *

L'ADMINISTRATION

LA RUMEUR SELON LAQUELLE UNE SOCIÉTÉ DIRIGÉE PAR LE MINISTRE AURAIT REÇU UN PRÊT D'UNE BANQUE CORÉENNE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, la rumeur a couru, sans être démentie, qu'une société dirigée par le ministre de l'Expansion industrielle régionale avait reçu des prêts substantiels, en 1983, d'une banque coréenne qui appartenait en partie à Hyundai. Premièrement, le gouvernement va-t-il tenir compte du malaise que causent à de nombreux Canadiens les subventions et quotas privilégiés qui ont été accordés à Hyundai? Deuxièmement, le gouvernement va-t-il recommander la tenue d'une enquête judiciaire sur les liens entre les groupes de pression commerciaux coréens et le gouvernement?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, cette affaire laisse au moins soupçonner un conflit d'intérêts. Au nom du gouvernement, je puis informer le député qu'après discussion avec le ministre, je suis entièrement convaincu qu'il s'est conformé aux rigoureuses exigences des anciennes et des nouvelles lignes directrices sur les conflits d'intérêts.

Des voix: Bravo!

ON POSE UNE QUESTION AU MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question une fois de plus au ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: Le ministre voudrait-il confirmer lui-même que la banque Hanil, qui appartient en partie à Hyundai, a

Questions orales

prêt à son entreprise, York Centre, de fortes sommes par le passé...

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre. Le député connaît les règles qui régissent les questions concernant les responsabilités ministérielles. La parole est donc au député d'Oxford (M. Halliday).

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA SANTÉ

L'APPUI DU GOUVERNEMENT

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. C'est aujourd'hui, le 7 avril 1986, la Journée internationale de la santé telle que proclamée par l'Organisation mondiale de la santé. Le ministre et le gouvernement ont-ils de nouvelles idées ou de nouveaux objectifs à nous proposer dans le domaine général de la santé pour marquer cet événement spécial?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député a toujours démontré un grand intérêt pour la santé, pour la prévention des maladies et pour les saines habitudes de vie au Canada et à l'échelle internationale. Je tiens donc à lui rappeler que notre objectif «La santé pour tous d'ici l'an 2000» tient toujours. Mais cette année nous avons comme slogan, la santé, c'est l'affaire de tous et chacun. Nous mettrons donc l'accent sur l'exercice, l'alimentation et les saines habitudes de vie. Je sais donc gré au député de souscrire à un programme que nous recommandons à tous les parlementaires.

* * *

L'AGRICULTURE

LE FINANCEMENT DE RECHERCHES SUR LES COULEURS DES VACHES LAITIÈRES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Les agriculteurs s'inquiètent vivement de voir le gouvernement fournir près de 10 millions de dollars à de riches investisseurs américains, la Dreamstreet Limited, pour procéder à des recherches bidon tendant à comparer les couleurs des vaches laitières. Le ministre souscrit-il à ce projet qui a été approuvé en décembre dernier? Pourquoi le gouvernement a-t-il approuvé une escroquerie aussi évidente?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis au courant du projet dont parle le député. Il devrait également reconnaître qu'il s'agit là d'un groupe qui a choisi d'avoir recours à une disposition mise en oeuvre par le gouvernement précédent. En réalité, j'ai reçu un certain nombre d'instances de gens en faveur de ce projet. Un certain nombre de personnes ont également posé des questions. À cet égard, je me suis mis en rapport avec le directeur général de l'association holstein-friesian du Canada. J'attends sa recommandation définitive.